

L'INVITE DU MATIN



**Jean-Pierre
Sueur**
39 ans, député
socialiste du Loiret
depuis 1981, et
lieutenant de Michel
Rocard

Le chômage est inacceptable, et pourtant, tout se passe comme s'il y avait un consensus dans la majorité de la population française pour accepter le chômage. J'entends bien que nul n'est pour le chômage, et que chacun souhaite sa disparition. Mais, le plus souvent, les arbitrages individuels et collectifs tendent à son développement. Cela s'explique assez naturellement. Ceux qui ont un emploi sont mieux organisés que ceux qui n'en ont pas et lorsqu'il y a contradiction objective entre les intérêts des uns et des autres, les premiers sont beaucoup mieux placés que les seconds pour l'emporter, quelles que soient les intentions qu'ils affichent par ailleurs.

De surcroît, l'un des effets les plus pervers du prêt-à-penser libéral a été de persuader les Français qu'ils n'y pouvaient pas grand-chose. Pendant des mois, la droite a répété qu'il suffisait de libérer les entreprises, de laisser faire leurs dirigeants, de privatiser tout ce qui peut l'être pour qu'il s'ensuive naturellement une meilleure situation de l'économie, et donc de l'emploi.

Il n'a pas fallu trois mois pour que le discours change. M. Séguin poursuivit la « gestion sociale » du chômage, si décriée naguère. Il explique que « si on ne fait rien » (sic), le nombre des chômeurs atteindra des proportions considérables. L'euphorie libérale a cédé la place aux

au plein emploi, aux heures supplémentaires, au cumul emploi-retraite et les autres n'ont droit à rien.

Je n'ignore pas que cette dernière présentation des choses est, en partie, trompeuse, comme l'a montré depuis longtemps Alfred Sauvy (2). Les emplois ne sont pas des parts de gâteau qu'on pourrait rétrécir à la demande. Ils ne sont pas un stock, mais un flux. Ce n'est

boulots » est une conception qui enferme les premiers dans la précarité, et qui laisse sur le bord du chemin la nécessaire solidarité.

De même, il faudrait trouver les formes les plus efficaces d'une réduction du temps de travail (liée, bien sûr, à une autre répartition du pouvoir d'achat) qui aille de pair avec un autre aménagement de ce temps de travail. Il y a deux manières d'atteindre ce dernier objectif : dans le respect des droits à négocier des partenaires sociaux — c'était celle de Michel Delebarre —, ou par la dérégulation brutale — c'est celle de l'actuel gouvernement. Est-il besoin de dire que la première va davantage que la seconde dans le sens d'une définition collective de nouvelles solidarités face à l'emploi ?

Enfin, il est possible, si l'on veut vraiment donner toute sa place à la solidarité, de réparer autrement dans le cours de l'existence de travail et le non-travail, les activités professionnelles et non-professionnelles, la formation et le repos, en exploitant toutes les ressources qu'offre notamment le développement du temps partiel ou des retraites progressives.

Les Français vivent avec le chômage comme avec une habitude. Il est devenu banal. On s'y est accoutumé. Mais il suffit de tenir une permanence de député depuis plusieurs années pour savoir que cette situation de calme apparent ne durera pas. Comment croire que ces centaines de milliers de jeunes condamnés au chômage de longue durée avant même de s'être vu proposer le moindre emploi ne se révolteront pas demain ? Je crains une révolte noire, la montée du désespoir, une sorte de Mai-68 à l'envers.

Laisser croire, comme le font les libéraux, que le jeu spontané de l'économie entraînera une résorption douce du chômage est une imposture. Il y a « certes » beaucoup de conditions économiques et sociales à remplir pour le faire résorber durablement, mais il n'est pas de remède indolore. Il n'y a pas d'alternative, pas de solution, si l'on renonce à organiser la solidarité.

J.-P. S.

(1) Gallée, « Oser le dire », éditions du Seuil, page 53.

(2) Et encore dans le Monde du 3 septembre 1980.

(3) Cf. l'intervention de Jacques Delors au colloque de « Démocratie 2000 », le 30 août 1986.

Au-delà des petits boulots

« petits boulots ». Il est patent que le gouvernement ne compte plus sur sa politique économique pour endiguer le flot des chômeurs. L'idée selon laquelle la « régulation naturelle » de l'économie entraînerait mécaniquement la meilleure situation de l'emploi possible apparaît pour ce qu'elle est : une escroquerie intellectuelle.

On comprend que beaucoup de nos concitoyens soient déçus et désabusés. La gauche ne peut, cependant, accepter cette fatalité du chômage. Et il n'y a, en définitive, que trois attitudes possibles.

La première consiste à « institutionnaliser » le chômage. On peut y parvenir de multiples manières. On peut remplacer les formations-parking par des « petits boulots »-albis. Rien ne change, sauf l'habillage. La société reste la même.

La seconde consiste à tenir le discours habituel sur les bienfaits de la croissance. Nul ne contesterait qu'il faut attendre un niveau de croissance plus élevé. Mais cette condition nécessaire n'est en aucun cas suffisante : « Même avec une croissance de 4 % par an, l'économie française ne créerait, dans les conditions actuelles de son fonctionnement, que 100 000 emplois par an. Ce serait insuffisant pour faire régresser le chômage » (1).

La troisième attitude consiste à prôner un meilleur partage du travail. Il y a aujourd'hui grosso modo 21,5 millions de personnes qui ont un travail, et 2,5 millions qui n'en ont pas. Ce n'est assurément pas la meilleure façon de répartir le travail disponible entre les 24 millions de citoyens concernés, puisque les uns ont droit

pas parce qu'on réduira la durée du travail d'un ingénieur informaticien qu'on créera automatiquement un emploi pour un chômeur de longue durée, etc.

Mais comment nier que cette troisième vision des choses comporte aussi une part de vérité. Au moment où le chômage atteint l'ampleur qu'on lui connaît aujourd'hui, et alors que la distribution du travail disponible au sein du corps social est à ce point inéquitable, il serait absurde de refuser de voir les choses en termes de solidarité. Et ceux qui condamnent a priori l'idée de partage du travail me paraissent être, en réalité, les meilleurs défenseurs du statu quo.

La gauche s'est battue pendant des décennies pour la solidarité dans le partage du revenu. Il lui revient aujourd'hui de se battre pour la solidarité devant l'emploi. Car ce n'est assurément pas une droite qui met au pinacle le « chacun pour soi » qui le fera.

Ce combat nécessite que l'on prenne les questions de manière nouvelle.

Ainsi, si la « pleine activité » est un objectif, à moyen terme, plus réaliste que le « plein emploi » (3), la vraie question est de savoir comment l'emploi au sens classique du terme et les autres formes d'activités se répartissent entre les uns et les autres, et aussi, au fil du temps, dans le cours de l'existence de chacun. Confier les uns dans le parking des « petits boulots » cependant que les autres continueront d'emprunter la voie royale (?) des « grands